

Le climat et la fin du mois (2)

Dans la première partie de ce texte j'ai traité des apories que créait l'approche des économistes académiques dans leur unanimité affirmée de leur traitement du réchauffement climatique. Je voudrais ici proposer une tout autre analyse tant de ses causes que des orientations qui permettraient de réellement s'écarter de l'impasse où nous entraînent leurs propositions.

Mediapart Billet de blog le 15 août 2022

[Gilles Rotillon](https://blogs.mediapart.fr/gilles-rotillon/blog/150822/le-climat-et-la-fin-du-mois-2?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5), Economiste, professeur émérite à Paris-Nanterre
https://blogs.mediapart.fr/gilles-rotillon/blog/150822/le-climat-et-la-fin-du-mois-2?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

Dans la première partie de ce texte j'ai traité des apories que créait l'approche des économistes académiques dans leur unanimité affirmée de leur traitement du réchauffement climatique. Je voudrais ici proposer une tout autre analyse tant de ses causes que des orientations qui permettraient de réellement s'écarter de l'impasse où nous entraînent leurs propositions.

- **L'oubli du capitalisme**

Le rapport, ne parlant que de changement climatique, ignore totalement les autres manifestations de la crise environnementale que nous subissons. Rien sur la biodiversité, sur l'acidification des océans, sur la pollution de l'air, sur la disponibilité en eau, ... Il ignore tout aussi royalement les liens entre ces manifestations de la crise écologique générale et un mode de production, le capitalisme, dont il n'est fait mention que deux fois dans tout le rapport, sans qu'on sache d'ailleurs très bien ce que les auteurs mettent derrière ce terme. A la place, ils renouvellent, sans en donner une réelle justification, leur foi dans la croissance économique, le progrès technologique et leur compatibilité avec un environnement préservé.

Pourtant, de nombreuses voix s'élèvent, depuis des dizaines d'années, pour mettre en cause notre mode de production et de consommation, qui est caractérisé par le court-termisme et la recherche de rentabilité. Mais parler de « mode de production et de consommation » ou de productivisme est trop vague pour en déduire une orientation à suivre. On oscille vite entre des admonestations moralisantes, rendant responsable tout un chacun, sans distinction de statut, de changer de mode de vie, sans se préoccuper des conditions à réunir pour que ce soit possible, et des préconisations sectorielles sur les modes de transports, les habitats, les services publics ou l'agriculture, sans toujours en mesurer les impacts globaux et les conditions politiques de réalisation.

Ce qui caractérise ce « mode de production et de consommation », c'est sa nature capitaliste. C'est-à-dire la séparation de la plus grande partie des travailleurs de la propriété des moyens de production qu'ils utilisent. Ils sont alors contraints de nouer une relation dissymétrique de subordination avec les propriétaires de ces moyens. C'est ce rapport social que désigne le capitalisme et non pas une technologie particulière, un type de consommation spécifique ou un niveau de revenu élevé. Un cadre très bien payé est sous la domination de ce rapport social comme un travailleur au Smic, même s'il le vit différemment. C'est ce rapport social qu'il faut changer si nous voulons vraiment changer de trajectoire et limiter le réchauffement climatique et restaurer la biodiversité. Car tant qu'extraire un baril de pétrole, émettre une tonne de CO₂ ou licencier un travailleur seront rentables, ce baril sera extrait, cette tonne sera émise et ce travailleur sera licencié. Mais « sortir du capitalisme » est évidemment plus facile à dire qu'à réaliser.

Car le capitalisme a aussi conduit à des progrès spectaculaires : augmentation de l'espérance de vie, réduction de la pauvreté, élévation du niveau d'éducation, amélioration de la santé, accès à des biens et des services de plus en plus variés, qui font que l'idée même d'un arrêt de son développement suscite

de la plupart un rejet compréhensible. Les partisans de la décroissance en font régulièrement l'expérience à la fois par le peu d'adeptes qui les suivent et par les sarcasmes qui les accablent les accusant, (injustement), de prôner un retour à la lampe à huile si ce n'est au Moyen-âge.

Il ne peut être question de construire une majorité qui lutterait pour « sortir du capitalisme » si ces acquis ne sont pas, non seulement préservés, mais étendus à tous ceux qui n'en profitent pas encore, comme les 700 millions de travailleurs qui survivent avec moins de 1,90 dollars par jour en 2020 ou les 800 millions de personnes sous-alimentées dans le monde. Car malgré tous ces acquis, le niveau d'inégalité reste très important. Et la réponse néolibérale expliquant qu'il faut d'abord produire pour redistribuer et que la réduction des inégalités prend certes du temps mais qu'elle est en route quand on compte en siècles, devient peu probante puisque la part des plus riches dans la répartition des richesses ne cesse d'augmenter depuis trente ans quand celle des plus pauvres stagne voire diminue. Contrairement au discours dominant, le ruissellement n'existe pas et les premiers de cordée ont coupé la corde.

Évidemment, il n'y a rien d'étonnant à ces constats. Le capitalisme révolutionne sans cesse les moyens de production, innove, augmente la productivité qui permet cette croissance et Marx le notait déjà dans ses écrits. Et, en même temps, si j'ose cette tournure, il le fait au profit d'une minorité de possédants. Et au prix d'une destruction croissante de la nature.

2.1 A quoi sert le capitalisme ?

Le capitalisme n'est pas un mode de production qui a pour but d'enrichir les personnalités humaines, même s'il crée des bases matérielles pour que ce soit possible, ce qui est la source de ce qu'on appelle ses « acquis » et qui pour beaucoup justifie qu'on se contente de cela, et même si pour quelques milliards d'êtres humains il faut encore attendre longtemps et souffrir beaucoup (un discours tenu généralement par ceux qui ont largement assez). C'est dire que la sortie du capitalisme sera à la fois difficile et indispensable. Comme elle ne se fera pas sans l'humanité agissante, elle devra tenir compte des conditions dans lesquelles cette humanité agira.

Il n'est pas niable non plus que jamais les conditions d'un enrichissement des personnalités humaines n'ont été si favorables. L'augmentation du niveau moyen des connaissances, l'allongement de l'espérance de vie faisant de la retraite une troisième vie, la reconnaissance progressive de nombreuses discriminations avec l'ouverture de nouveaux droits (mariage pour tous, couverture universelle de santé), l'émancipation en cours des femmes, forment les bases d'une société qui pourrait progressivement quitter le royaume de la nécessité contrainte de la survie pour aborder les rives d'un monde de solidarité où les différences n'opposent pas mais sont au principe de la liberté de chacun de vivre sa vie.

Nous n'en sommes pas encore là et il ne faut pas non plus oublier que beaucoup de ces transformations se sont faites dans des luttes pour les obtenir (comme l'ont été en leur temps, le droit de grève, la limitation de la journée de travail ou les congés payés). Il en sera certainement de même dans l'avenir, car si les conditions des changements n'ont jamais été aussi favorables, elles cohabitent aussi avec cette extension à un niveau jamais atteint du capitalisme que célèbre Milanovic (2019) et qui a pour seul objectif le profit maximum avec des conséquences humaines et environnementales dramatiques. En 1844, Marx écrivait que « la *dépréciation* du monde des hommes augmente en raison directe de la *mise en valeur* du monde des choses ». Nous le vivons tous les jours, aujourd'hui où cette « mise en valeur » s'étend au fil de la mondialisation et de la création de nouveaux marchés.

2.2 Peut-on « sortir » du capitalisme ?

L'expression est loin d'être heureuse. On ne sort pas du capitalisme comme on quitte une pièce ou par une décision volontaire à effet immédiat, de la même manière que le capitalisme n'est pas « sorti » du

féodalisme mais est le résultat d'un long processus historique. Par ailleurs, comme toute chose, le capitalisme évolue et il sera remplacé à terme par un autre système d'organisation de la production. Et ce sera comme toujours le résultat de l'action des hommes et, de plus en plus, des femmes qui construisent leur avenir à partir des conditions qui forment leur présent. Ce qui n'a rien à voir avec une nécessité historique comme le reprochent souvent à Marx ceux qui l'ont mal lu (ou pas du tout). Pour autant, personne ne peut raisonnablement dire quand les transformations déjà en cours seront suffisamment nombreuses et touchant au cœur du capitalisme pour qu'on puisse commencer à parler d'un nouveau mode de production. Aussi il ne serait pas sérieux de proposer une feuille de route à suivre sans faiblir. Si la « sortie » est certaine, la nouvelle organisation reste largement indéterminée et rien ne dit qu'elle se constituera dans la joie et la bonne humeur. Il existe malheureusement beaucoup de raisons pour penser le contraire. Et le débat actuel qui commence pendant la pandémie sur ce que sera le monde d'après tend de plus en plus à mettre au premier plan la nécessité de la relance telle que la comprend Geoffroy Roux de Bézieux. Où l'on peut constater qu'il y a des luttes en cours pour des intérêts tout à fait identifiables. Ceux d'un patronat qui n'a pas compris que vouloir « relancer » le plus vite possible pour retrouver le mode d'avant ne fait rêver que lui, et ceux de tous les autres qui n'ont comme perspective réjouissante que de voir se réduire encore un peu plus la protection sociale, avec le chantage à l'emploi comme moyen et la spirale infernale de l'endettement et de l'austérité.

C'est une des impasses où nous enferme l'individualisme méthodologique, qui, ne voyant que des « je » indépendants, ne peut penser la société qu'au travers d'un « nous » indifférencié qui met sur le même plan le chômeur en fin de droits et Bernard Arnault. C'est ce qui permet à Christian Gollier (2019) d'écrire, après avoir dédouané les financiers, leurs marchés et les gouvernements, « nous sommes tous collectivement responsables de ce qui nous arrive et surtout de ce qui arrivera aux générations futures » (p.13).

Cette mise en équivalence des individus sans tenir compte des rapports sociaux où ils s'insèrent ne peut évidemment pas considérer la question des inégalités économiques comme un élément important de la question climatique. Promettre du sang de la sueur et des larmes aux 700 millions de personnes qui vivent avec moins de 1,90 \$ par jour en 2020 ne peut que préparer des futures révoltes alors que le monde n'a jamais été aussi riche. Pourtant, nombre de productions, comme les armements ou l'agroalimentaire industriel doivent être très fortement réduites. Mais dans le capitalisme, les productions sont décidées par les propriétaires des moyens de production et les salariés n'ont pas le droit à la parole. Et ces productions doivent être vendues, quelle que soit leur utilité, quand bien même elles nécessitent de nombreuses ressources rares et génèrent de multiples pollutions. Ensuite, on peut bien montrer du doigt les consommateurs et les tenir pour « responsables de ce qui nous arrive », en oubliant que pour qu'ils consomment, il a d'abord fallu produire sans leur accord puis dépenser des milliards en publicité pour les convaincre d'acheter.

L'infirmière si applaudie pendant le premier confinement, les éboueurs, les caissières, ont des salaires dérisoires quand les directeurs de marketing des grandes entreprises en ont qui les placent dans le premier centile de la distribution des revenus. La lutte contre le changement climatique ne se fera pas si on ne change pas en profondeur le contenu de la production et de la consommation. Ce ne sont pas des décisions individuelles qui doivent être prises par chacun, mais un choix de société qui doit faire l'objet d'un débat public et déboucher sur la mise en place d'institutions adaptées aux objectifs décidés démocratiquement.

Et il y a beaucoup plus que le rapport de force favorable au capital qui autorise l'iniquité des règles de partage du « gâteau », dont les économistes académiques n'imaginent pas qu'elles peuvent avoir un effet réducteur sur sa taille. Pourtant, jugeant sans doute que ces règles ne sont pas suffisamment avantageuses, de nombreuses techniques d'appropriation de parts plus importantes ont été mises au point dont le philosophe Dany-Robert Dufour (2019), dresse une liste :

« Ententes et cartels, abus de position dominante, dumping et ventes forcées, délits d'initiés et spéculation, absorption et dépeçage de concurrents, faux bilans, produits financiers à haut risque (du type *subprimes*), titrisation de créances pourries, *hedge funds* permettant de spéculer à la baisse comme à la hausse, manipulations comptables et de prix de transfert, fraude et évasion fiscales par filiale offshore et sociétés écrans installées dans des « paradis fiscaux », détournements de crédits publics et marchés truqués, corruption et commissions occultes, abus de biens sociaux, surveillance et espionnage, chantage et délation, violation des réglementations en matière de droit du travail et de liberté syndicale, d'hygiène et de sécurité, de cotisations sociales, de pollution et d'environnement ... Et pour couronner le tout, poursuites-baillons à l'encontre de ceux qui dénoncent ces pratiques ».

Devant cette énumération, il est bien difficile de tenir le discours des dérives dues à quelques mauvais sujets que leur complexion personnelle aurait conduit à de tels agissements et qu'il suffirait de réprimer pour retrouver un fonctionnement « sain » de l'économie. C'est bien le capitalisme en tant que mode de production qui est en cause et non tel ou tel individu singulier.

Et c'est au niveau de la société tout entière qu'il faut poser la question du mode de vie et du contrat social sur lequel il repose. Au cœur de ce questionnement il y a pour beaucoup, et d'abord les plus pauvres, la crainte d'une dégradation de leur situation actuelle. C'est cette crainte qui est à la base du mouvement des gilets jaunes. Elle se traduit le plus souvent par une revendication en termes de pouvoir d'achat, celui-ci se mesurant en quantités de biens privés, (logement, alimentation, loisirs, moyen de transport, ...) et de biens publics, (santé, éducation, sécurité, ...) accessibles. Ces derniers sont financés par l'impôt et lui donne sa justification qui, si elle n'a pas toujours été reconnue, en particulier à sa création au début du 20^{ème} siècle, est aujourd'hui largement acceptée, même si l'arbitrage entre les deux types de biens donnent encore lieu à des débats. Or depuis quelques dizaines d'années, et aujourd'hui plus que jamais, de nouveaux biens qualifiés de communs sont apparus, dont le climat et la biodiversité sont les exemples les plus connus. Pour ne parler que du premier, il aura fallu la lente prise de conscience de l'influence de l'humanité sur le climat, que les rapports successifs du GIEC renforcent à chaque publication, pour qu'il ne soit plus perçu comme le seul résultat de l'énergie qui nous vient du soleil. Dès lors le climat devient co-produit, par l'effet des conséquences des milliards de décisions de production et de consommation des humains. Mais il serait pour le moins réducteur d'en déduire que ce sont les individus qui sont tous responsables au même titre de ces effets, et seraient aveugles aux conséquences de leurs décisions, en omettant les décisions structurantes des grandes entreprises. Pour ne prendre qu'un exemple, qui est le plus responsable de l'individu qui achète une voiture pour aller travailler ou du dirigeant de Volkswagen qui en pleine connaissance de cause a dissimulé le niveau réel d'émissions de ses véhicules ? Sans même parler du « temps de cerveau disponible » des ingénieurs gâché pour ce faire au lieu de l'utiliser à construire des moyens de transports réellement moins polluants.

Dans ce contexte, que constitue ce mode de vie que beaucoup craignent de perdre, il faut bien reconnaître que le perpétuer ne peut que nous conduire aux dérèglements environnementaux maintenant bien documentés. Il y a des productions et donc des consommations qui doivent disparaître, d'autres devront être réduites (comme la viande ou le 3^{ème} portable), d'autres augmentées (comme la santé ou l'éducation) et d'autres transformées (comme l'agriculture). Il faut donc le changer en tenant compte de ces nouveaux biens communs dont la qualité dépend de ce qui est produit et consommé. Cela ne peut pas se faire en conservant inchangé la nature de ce qui est produit et les incitations qui poussent les consommateurs à les acheter. Pour le dire d'une manière synthétique, c'est l'arbitrage entre les biens privés et l'ensemble des biens publics et des biens communs qui doit être revu au bénéfice des derniers. De ce point de vue, la taxe carbone peut être comprise comme un mode de financement de ce bien commun qu'est devenu le climat. Mais il y faut deux conditions impératives. D'une part, puisqu'elle réduit la consommation de biens carbonés sous la contrainte budgétaire, elle ne peut pas le faire au détriment des plus pauvres, ceux qui, précisément, craignent davantage la fin du mois que le réchauffement climatique, englués qu'ils sont dans la survie à très court terme. Il faut donc absolument préserver leur pouvoir d'achat en biens privés essentiels dont le périmètre doit faire partie

du contrat social discuté en commun. D'autre part, l'arrêt des productions les plus polluantes doit être compensé par l'accès à des biens alternatifs non carbonés, ce qui implique de l'innovation technologique bien différente de celle que Volkswagen a initié. Ce qui ne peut se faire si ce sont les donneurs d'ordre actuels qui conservent leur pouvoir de contrôle. Il y faut donc une remise en question des droits de propriété et de succession tels qu'ils sont définis aujourd'hui. Ce sont des débats qui progressent, par exemple portés par Thomas Piketty (2019), mais dont on voit bien qu'ils suscitent d'énormes résistances.

Conclusion

La « sortie » du capitalisme, au sens où son rapport social constitutif serait aboli, est un processus de long terme déjà en cours et dont la crise actuelle, écologique, sociale, anthropologique est une des manifestations. La prise de conscience du réchauffement climatique et de ses effets délétères ne suffit pas encore à en accélérer le mouvement, mais c'est un pas important dans la bonne direction. Et pour continuer dans cette voie, la solution n'est certainement pas de rajouter du marché là où il n'a rien à faire. En ce qui concerne les biens communs, dont la liste s'allonge au fur et à mesure où la crise s'approfondit, le marché n'est « pas la solution, mais le problème ». Extraire ces biens de l'emprise marchande doit être une revendication impérative.

Par ailleurs, il existe de multiples activités où le marché n'intervient pas et où la recherche du profit maximum est remplacée par l'entraide, la coopération et où s'expérimentent des innovations sociales favorisant le vivre-ensemble. Ce sont les multiples activités associatives, pratiquées sur des bases bénévoles, se faisant hors du travail contraint et porteuses d'émancipation réelle, de vraie liberté et de rapports humains formateurs de personnalités nouvelles. Elles font d'ailleurs l'objet de tentatives de marchandisation pour étendre davantage les secteurs où la rentabilité du capital peut être obtenue, indiquant là des formes nouvelles de lutte entre d'un côté la mise en friche par le capital de nouvelles sources de profit, et, de l'autre côté, la pratique émancipatrice d'activités sociales partagées, ouvrant sur des prises de conscience, (écologiques, politiques en un sens non partisan, philosophiques) qui ne s'opèrent ni par des cours magistraux, ni par des leçons de morale. L'extension de ces activités et la préservation de leur finalité non marchande est un combat qui pose la question du temps de travail contraint, question évidemment liée au contenu de la production, puisque le débat nécessaire sur ce qu'il faudra continuer à produire ou arrêter ne peut que remettre en cause la répartition du temps entre travail et loisirs, et ce d'autant plus si on fait de l'éradication du chômage un objectif essentiel et non un moyen d'ajustement de la main d'œuvre aux besoins de rentabilité.

C'est là que la question des inégalités est la plus aigüe, car elle porte sur la conception que l'on a de ce qu'est un être humain. Celle qui est la plus largement partagée, c'est qu'il y a des inégalités de nature indépassables qui justifie l'ordre social. De tous temps les dominants ont justifié leur pouvoir par un argument d'autorité qu'il soit divin ou naturel. Et quand, en prime, on se réfère au voile d'ignorance pour faire accepter l'état des choses, c'est comme si on expliquait aux malchanceux qui sont nés sans talent, que s'ils en avaient eu un, ils auraient été les premiers à réclamer les bénéfices qui leurs étaient dus.

On n'insistera jamais assez sur le poids que cette idéologie de la nature humaine, propriété interne à chaque individu, fait peser sur la sortie de la préhistoire où chacun pourrait être largement libéré du règne de la nécessité et se livrer à des activités épanouissantes de créations diverses, avec et grâce aux autres. Car au-delà du climat, de la préservation de la biodiversité ou de l'ensemble des biens communs à défendre, il y a d'abord le sens à donner et hélas à conquérir à ce que devrait être une « vie bonne ».

Références

Dufour D.-R. (2019), *Baise ton prochain, une histoire souterraine du capitalisme*, Actes Sud.
Gollier C. (2019), *Le climat après la fin du mois*, Presses Universitaires de France.

Marx K. (1972), *Manuscrits de 1844*, Éditions sociales.

Milanovic B. (2019), « Non, le capitalisme n'est pas en crise », *Le Monde*, 13-14 octobre.

Piketty T. (2019) *Capital et idéologie*, Seuil.

Rapport Blanchard-Tirole, (2021), *Les grands défis économiques*, France Stratégie.